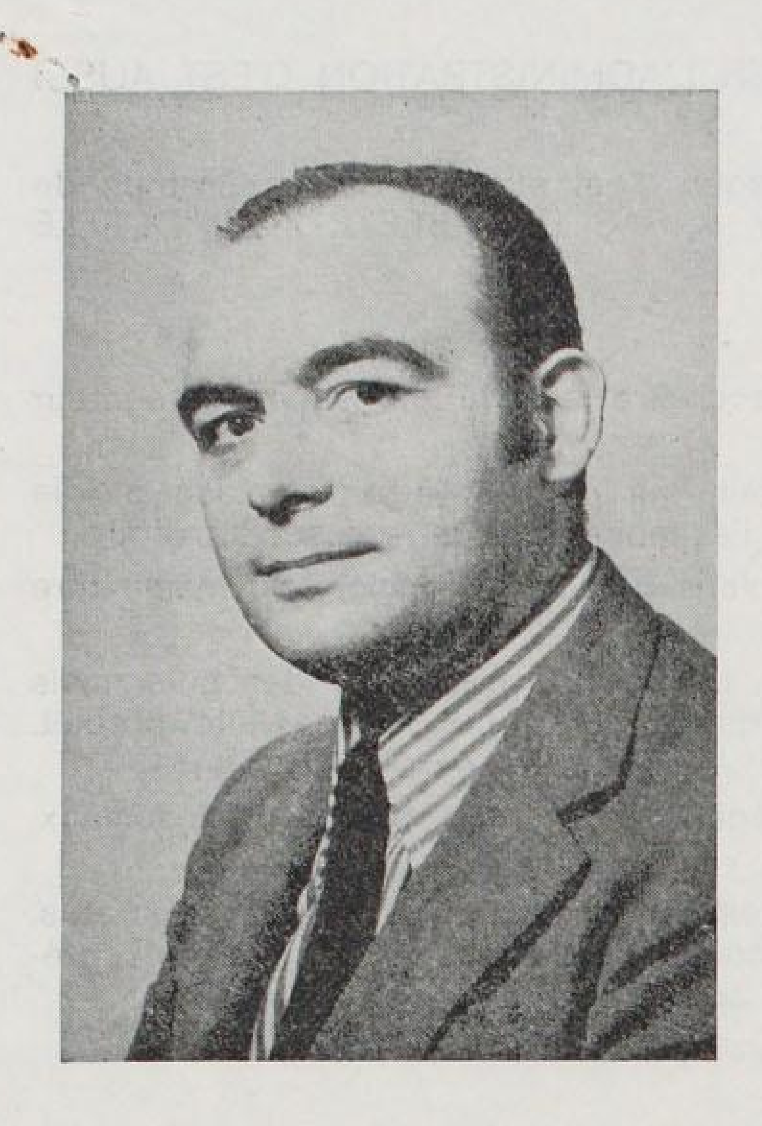


Elections législatives de MARS 1973

4e circonscription de l'Isère

Centre National des Indépendants et Paysans

Président d'honneur : Antoine PINAY

Docteur Yves GRAILLAT

Ancien Interne des Hôpitaux de la Région de Lyon
Diplômé d'études spéciales de Pneumophtisiologie et de Médecine agricole
Admis au Médicat des établissements antituberculeux
Officier de Réserve

Suppléante : **Madame R. BERNABA**

Salariée - Mère de famille

Les Indépendants croient au bonheur des hommes et à une certaine qualité de vie possible dans le cadre d'un libéralisme social et dynamique.

Ils sont attachés aux principes de LIBERTE, de RAISON, de PROGRES.

Cela implique le refus des mythes totalitaires qui asservissent le citoyen à la cité, des mythes technocratiques qui désincarnent l'homme dans la statistique et des mythes doctrinaires qui prétendent plier le réel à des formules de confection.

Les Indépendants et Paysans sont fidèles à une pensée politique au service de l'homme, définie par le Président Antoine PINAY comme étant la volonté de MAINTENIR L'HOMME, TOUJOURS ET PARTOUT, COMME MESURE DE TOUTE CHOSE.

Ma présence dans la compétition électorale représente la seule candidature authentiquement libérale de notre circonscription.

Nous croyons qu'il faut respecter la Constitution actuelle et défendre le principe fondamental de la SEPARATION DES POUVOIRS EXECUTIF, LEGISLATIF et JUDICIAIRE.

Mais il faut CHANGER LE CONTENU DE LA MAJORITÉ.

Les technocrates ont colonisé la politique ; par formation ce ne sont pas des créateurs de richesse, mais des contrôleurs ; par réflexe ce sont des édicteurs d'interdictions. Pour libérer les Français de l'Etat-Machine il ne faut pas compter sur l'opposition : elle est aussi peuplée d'autres technocrates. Gouvernement et opposition s'accordent à proposer le même dirigisme bureaucratique et la même économie policière.

Ainsi les Français de chair et d'os, le « particulier », vous et moi, qui avons un cœur, des nerfs, une âme, des aspirations, des rêves, nous serions destinés à ne plus être que des « administrés », des numéros traités sur les ordinateurs de l'Etat-machine.

Le principe de l'anonymat de la fonction publique a dépouillé les fonctionnaires de leurs responsabilités (qui est responsable de Fos, La Villette, etc. ?). Il doit être remplacé par le principe de responsabilité : les fonctionnaires n'y gagneront pas seulement des traitements supérieurs, mais aussi le bien-être moral que donne le travail dont on peut être personnellement fier.

Nous voulons :

— Etendre les pouvoirs de la Cour des Comptes pour éviter le renouvellement des scandales qui ont, à juste titre, ému l'opinion publique.

— Introduire dans la vie administrative les notions de productivité et de prix de revient en s'assurant de la participation des fonctionnaires eux-mêmes en affectant à leurs rémunérations une part des économies obtenues.

— Faire la Régionalisation non en créant de nouvelles structures mais en donnant au Conseil Général de nouvelles compétences, de nouveaux pouvoirs et des moyens financiers.

Les attributions du Préfet se résumant à représenter le pouvoir central pour veiller à ce que le pouvoir local ne prenne pas de décision contraire à l'unité nationale ou à la loi. L'idée n'est pas nouvelle : la Constitution de 1946 avait adopté cette réforme ; elle n'a jamais été appliquée car le décret d'application n'a pas été pris. Un exemple de plus de la toute puissance de l'Administration qui peut faire tomber en désuétude n'importe quelle loi en bloquant le décret d'application.

Il faut une DECENTRALISATION des POUVOIRS, une SIMPLIFICATION DES ROUAGES ADMI-

NISTRATIFS, une MODERNISATION DES MOYENS, car RENOVER L'ADMINISTRATION C'EST AUSSI RESTAURER L'ETAT.

La politique économique conditionne toutes les autres puisque c'est elle qui est génératrice de richesses, donc de prospérité. Nous devons affirmer qu'IL N'Y A PAS DE LIBERTE INDIVIDUELLE SANS LIBERTE ECONOMIQUE.

Nous voulons :

— Que l'Etat donne l'exemple de l'économie en cessant d'accroître les charges issues du secteur public.

— Supprimer la patente, impôt inique sur l'outil de travail, qui pourrait être remplacé par le reversement à la Commune d'une partie de la taxe perçue sur l'essence vendue sur son territoire.

— Favoriser les investissements en milieu rural par des plans d'épargne foncier au même titre que les plans d'épargne logement.

— Arrêter les manifestations de nationalisme en économie. La passion peut fixer des buts, mais les moyens sont du domaine de la raison, car on ne peut pas distribuer ce qui n'a pas été produit. Le Président Pinay a quitté le général de Gaulle après avoir dit « Les fusées cela coûte cher ».

— Remettre en ordre la Sécurité Sociale afin d'assurer l'égalité des droits des assurés sociaux, et la rendre plus humaine.

— Défendre les Cadres dont les retraites sont particulièrement menacées par les technocrates. A travers eux ce sont tous les salariés que l'on défend, en particulier leurs enfants : les cadres représentent 15 % des salariés en activité, ils seront 30 % dans 10 ans.

— Rendre enfin justice aux Rapatriés par des mesures pratiques.

La vie agricole repose sur quatre options fondamentales :

— Sauvegarde de l'exploitation familiale.

— Recherche de parité économique et sociale.

— Organisation des marchés : les Indépendants ont mis en place le Fonds de Garantie des Marchés, devenu aujourd'hui FORMA.

— Rôle de l'Agriculture dans la Société actuelle, sa place dans le cadre d'une politique de l'Environnement.

La persistance d'une fiscalité lourde et tracassière est le meilleur agent de la dépravation du civisme. Il faut une plus grande clarté et une simplification des systèmes d'imposition jointes à une modération du montant des impôts par une déflation budgétaire que le futur Parlement peut exiger.

POURQUOI UNE FEMME SUPPLEANTE ?

Les femmes représentent 53 % du corps électoral mais se trouvent encore dans notre société sans véritable statut. Si des mesures sont nécessaires, pour les aider à recevoir leur juste place dans la société c'est avant tout A ELLES A PRENDRE EN MAIN LEUR PROMOTION.

Il faut combattre le manque d'information et d'éducation civique des femmes, et travailler pour qu'une justice sociale réelle leur permette de faire un libre choix entre la vie au foyer et l'exercice d'une profession. Je ne parlerai pas des problèmes spécifiques de la femme en milieu rural.

Pour celles qui travaillent, outre l'égalisation des salaires, il faut rechercher tout particulièrement des modalités d'aménagement de temps et de poste de travail ; il est capital qu'une FEMME PUISSE PRENDRE SA RETRAITE APRES 30 ANS DE COTISATION à la Sécurité Sociale. Une plus grande liberté peut leur être donnée par des réalisations concernant leurs enfants (combien d'infirmières n'exercent plus car il n'y a pas de crèche à l'Hôpital où elles travaillent ?).

Une aide toute particulière doit être apportée aux mères célibataires, divorcées, veuves qui font face avec courage à leurs obligations.

Les femmes restant au foyer, souvent dans de grands ensembles où elles connaissent un sentiment d'isolement, réclament un habitat plus humain, une animation culturelle et sportive et des transports mieux organisés.

POUR :

— La stabilité gouvernementale dans l'équilibre des pouvoirs.

— Réduire un pouvoir technocratique.

— Rénover l'Administration et freiner les dépenses budgétaires.

— Favoriser l'épargne.

— Assurer la sécurité de la France dans l'Europe Unie.

— Maintenir la Paix sociale dans la Justice et le Progrès.

POUR UN CITOYEN LIBRE DANS UNE SOCIETE PROSPERE

vous voterez Centre National des Indépendants

IMP. CLUZE - ST-MARCELLIN